

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 038-2012

Séance du : 13 avril 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations
Absent non excusé :

3^{ème} point de l'ordre du jour : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement

Le Conseil,

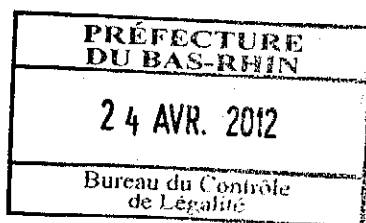
après en avoir délibéré,
vu l'article 22 du code des marchés publics
vu les articles L.1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

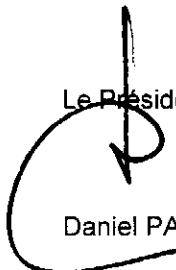
- **approuve** les règles générales de passation des marchés publics modifiées et la nomenclature modifiée jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- **donne délégation au Directeur du Pôle** pour adapter si besoin en cours d'année la nomenclature, à la condition qu'il rende compte au présent conseil des décisions prises en vertu de cette délégation une fois par an.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 038-2012 du 13 avril 012

Objet : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement

Exposé des motifs

Contexte

Par délibération du 15 novembre 2011, le conseil d'administration du Pôle Alsace d'enseignement des arts, fixait, comme le prévoit l'article 12 des statuts de l'établissement, « les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ».

Ce faisant, il déterminait « les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation ».

Depuis, le décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011 est venu assouplir certains seuils du Code des marchés publics, offrant des possibilités d'adaptation des procédures de publicité et de mise en concurrence notamment pour les marchés dont les montants hors taxes sont inférieurs à 15 000 euros. Ce texte relève en effet le seuil de dispense de procédure à 15 000 euros HT, contre 4 000 € HT précédemment, en demandant au pouvoir adjudicateur de garantir, en dessous de ce seuil, le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Aussi ce texte est-il accompagné des conditions suivantes pour le pouvoir adjudicateur : « Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il veille à choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin ». L'article 28 du Code des marchés publics a également été modifié en relevant les seuils des marchés nécessitant l'adoption d'une procédure formalisée à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services et à 5 000 000 € HT pour les achats de travaux.

Ces évolutions réglementaires sont l'occasion pour l'établissement, quelques mois après le début de son autonomie en matière d'achat public, d'adapter ses règles générales, sans toutefois revenir sur les principes fondamentaux adoptés le 22 novembre 2011.

Aussi est-il proposé de procéder aux ajustements et amendements suivants :

Nomenclature

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a arrêté en novembre 2011 la nomenclature des achats publics qu'il sera amené à réaliser. Cette nomenclature, ou codification, fixe les articles, ou familles d'achat, au regard desquels les seuils applicables aux marchés publics doivent être respectés, permettant ainsi de déterminer, pour chaque achat, la procédure de passation de marché applicable.

Après quatre mois de fonctionnement, cette nomenclature nécessite d'être adaptée aux réalités de l'établissement. Une version modifiée est ainsi proposée en annexe. Il est également proposé d'autoriser le Directeur à modifier cette nomenclature en cours d'année dans la mesure où :

- des besoins nouveaux peuvent se faire jour ;
- un ou deux exercices budgétaires seront nécessaires à l'établissement pour disposer d'une visibilité complète de ses besoins à la nouvelle échelle qui est la sienne puisque les seuils des marchés sont évalués à l'aune d'une année complète d'exercice, voire plusieurs, en cas de marchés reconductibles.

Le directeur rendra compte, une fois par an au conseil d'administration, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Règles générales de passation des marchés publics

Les procédures internes dont s'est doté le Pôle pour garantir à la fois le respect des principes de la commande publique et lui apporter la souplesse permise et recherchée du fait de son autonomie sont modifiées du fait du relèvement réglementaire des seuils évoqué plus haut. Ces modifications figurent dans le document nommé « Règles générales de passation des marchés publics du Pôle Alsace d'enseignement des arts », joint en annexe, qu'il appartient au Directeur de mettre en œuvre et décliner auprès des services du Pôle, notamment en ce qui concerne les modalités de publicité et de mise en concurrence dans le cas des marchés à procédure adaptée.

Pour mémoire, il convient également de rappeler que l'article 27 du Code des marchés publics définit les méthodes à utiliser pour comparer les montants de marchés aux seuils et ainsi choisir la procédure adéquate.

Ainsi, afin d'estimer de manière sincère et raisonnable la valeur totale des fournitures et services, qui représentent l'essentiel des marchés de l'établissement, la valeur prise en compte est appréciée à partir du caractère homogène des achats. Cette homogénéité peut s'apprécier de deux façons :

- - soit en raison de leurs caractéristiques propres : les fournitures ou services concernés ont la même nature, le même objet. Ils appartiennent à la même famille dans la nomenclature identifiée par un code nomenclature ;
- - soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle : cette technique s'applique à l'ensemble des dépenses – fournitures et services - visant à la réalisation d'un événement ou d'un projet qui nécessite plusieurs types de dépenses. Si le montant total de l'évaluation des besoins, tout type de dépense confondu, est supérieur aux seuils de procédures formalisées, le pouvoir adjudicateur doit s'y conformer. Dans le cas contraire, il pourra recourir aux procédures adaptées.

Les règles générales de passation des marchés de l'établissement rappellent ces notions et prévoient également la souplesse suivante, également en vigueur dans d'autres collectivités : dans le cas de famille de nomenclature ou d'une unité fonctionnelle dont le montant, estimé avec sincérité, est inférieur à 90 000 € HT, il est possible de passer chaque marché la composant selon la procédure applicable à son montant propre.

De la même façon, elles précisent l'application de la nomenclature retenue : dans le cas de marché dont l'objet relèverait de plusieurs familles d'achat de la nomenclature, la famille la plus représentative de l'objet du marché est retenue.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré,
vu l'article 22 du code des marchés publics
vu les articles L.1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

- approuve les règles générales de passation des marchés publics modifiées et la nomenclature modifiée jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- donne délégation au Directeur du Pôle pour adapter si besoin en cours d'année la nomenclature, à la condition qu'il rende compte au présent conseil des décisions prises en vertu de cette délégation une fois par an.